

crises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 113 - VENDREDI 2 SEPTEMBRE 2011

Que le peuple s'éveille !

Nous vivons une rentrée sociale bien singulière, le débat sur la crise de la dette publique et le train de mesures d'austérité envisagé par le gouvernement devrait conduire la gauche, le mouvement social dans son ensemble à proposer une vaste mobilisation populaire sans attendre l'arme au pied l'élection présidentielle. La situation exigerait aussi que toute la gauche soit en mesure de porter des solutions de haut niveau en ruptures nettes avec les logiques actuelles. Or, au Ps les prétendants à la candidature présidentielle s'affrontent dans une primaire dont le seul enjeu est de savoir qui sera le meilleur élève, le plus crédible pour regagner la confiance des marchés financiers afin de satisfaire la voracité de leurs appétits. On ne trouvera pas plus de clarté à Europe Écologie, la critique radicale du libéralisme, les effets destructeurs de son mode de production ne sont pas pour l'instant des éléments du débat. Seul le Front de gauche s'engage à sortir des impasses actuelles en mettant au centre les réponses aux besoins humains.

Soyons, cependant pleinement conscient qu'il ne suffira pas - et c'est encore plus vrai aujourd'hui que cela ne l'était hier - de quelques aménagements à la marge pour sortir des griffes d'un capitalisme financier de plus en plus prédateur. En sortir, tracer des lignes de ruptures suppose de mettre au centre du débat la remise en cause de toutes les lois régressives qui ont été votées ces dernières années. Taxer les capitaux pour réorienter le produit du travail vers plus de justice sociale, comme le propose le Front de gauche est une impérieuse nécessité, l'est tout autant la question déterminante de l'appropriation sociale sans laquelle il n'y a pas d'extension possible des services publics.

Enfin nous savons que les programmes, même les meilleurs, peuvent rester lettres mortes en l'absence d'une dynamique populaire. La France a connu des victoires électorales qui conjuguées à la mobilisation citoyenne ont bouleversé le paysage, 1936 en fut, et aussi des changements de majorité qui ont déçu. Le capitalisme ne tire sa puissance que du sommeil du peuple, à l'inverse pour citer Robespierre « *Lorsque le peuple s'éveille et déploie sa force et sa majesté tout plie devant lui.* »

Là est la seule et bonne clé.

● BERNARD CALABUIG

AGENDA MILITANT

→ 3 Septembre

Rennes [Urgence un Toit](#)

→ 8 Septembre

Aubagne [Penser la révolution - L'école un enjeu de civilisation](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Propriétés, démocratie...**

A plusieurs voix [Appropriation sociale](#)

→ **A lire**

Collectif [Un troussage de domestique](#)

→ **Monde**

[Un timbre pour Salah Hamouri](#)

Dettes : ça suffa comme ci !

Le débat ouvert cet été sur l'origine et la légitimité de la dette publique touche au cœur des logiques libérales. Résignation ou contestation du fonctionnement du système capitaliste : deux options sont en présence au sein de la gauche.

L'actualité mondiale de l'été aura été marquée par les secousses boursières, alimentées par les chantages et les rumeurs liés aux appréciations des agences de notation sur la situation d'endettement des Etats. La possibilité d'un nouveau krach planétaire, ouvrant une nouvelle période de récession économique, a focalisé l'attention des chefs d'Etats et des institutions internationales, qui se sont attelés à « *rassurer les marchés* ». Derrière cette expression à connotation psychologique, la volonté d'imposer de nouvelles purges sociales, contre toute ambition de remise en question de l'ordre économique libéral.

Des voix se sont élevées, ici et là, concernant le pouvoir des agences, groupes privés qui par définition ne font l'objet d'aucun contrôle démocratique, et leurs critères de jugement (lire l'encadré). Certains ont réclamé que leurs travaux soient rendus plus transparents, mettant en exergue leur manque de nez concernant la précédente crise boursière. D'autres ont réclamé leur suppression pure et simple, comme si celle-ci devait signifier la fin du système économique dont elles ne sont qu'un petit contributeur. Cependant, la question de l'endettement est devenue une question politique majeure, dont il faut relativiser et préciser la place face à l'idée de droite que la lutte contre l'endettement devrait être le cœur d'une politique économique, tout en saisissant bien ce qui se joue dans ce débat : la

possibilité de mener des politiques publiques, en général, en mobilisant des masses importantes de crédits ; le fonctionnement du capitalisme où l'accumulation du capital passe désormais d'abord par la recherche de gains sur des moyens financiers prêtés. Force est de constater que les Etats ont désormais pour rôle de sauver, en les solvabilisant, les banques en difficulté.

La question de l'endettement est devenue une question politique majeure, dont il faut relativiser et préciser la place face à l'idée de droite que la lutte contre l'endettement devrait être le cœur d'une politique économique.

Les évidences libérales – il faut sauver les banques, il faut placer au centre de la politique économique la limitation de la dette en rognant massivement sur les dépenses publiques tout en payant pour les trous boursiers... - suscitent un scepticisme général. Tout le monde sait qu'il s'agit de recettes éculées, mobilisées depuis des décennies avec les succès que l'on connaît. Les dirigeants de l'Union européenne n'ont cessé

d'exiger des gouvernements davantage de « *rigueur* », saluant les mesures d'austérité et les coupes engagées et annoncées dans l'emploi public... Ce faisant, ils accentuent encore le sentiment déjà largement partagé que l'UE ne porte aucun projet positif et aucun espoir d'un avenir meilleur.

Du côté de la majorité, le gouvernement et l'UMP ont entamé le couplet sur la nécessaire-incontournable-impérieuse-obligatoire « *réduction du train de vie* » de l'Etat et des collectivités territoriales. Ils ont malheureusement été rejoints par le PS, dont les principaux candidats à la primaire des présidentielles – Martine Aubry et François Hollande – font leur l'objectif de réduction de l'endettement. François Hollande a même fait le bon élève des libéraux en annonçant « *l'ambition* » d'une réduction encore plus rapide que celle défendue par la droite, pour satisfaire au plus tôt les exigences de l'UE. Ainsi, les principaux dirigeants socialistes ne contestent en rien la légitimité de la dette, ni les recettes libérales. De fait, le PS se trouve piégé par l'UMP dans le débat sur la « règle d'or » d'un déficit ne dépassant pas les 3 % du PIB, que Nicolas Sarkozy n'a pas renoncé à imposer (voir *Cerises* n°109, <http://www.cerisesenligne.fr/file/archive/cerises-109.pdf>). Et le gouvernement a beau jeu d'annoncer une mesure – aux effets insignifiants et pour une période transitoire – de mise à contribution des plus riches. ●●●

●●● Cependant, le consensus autour des solutions les plus libérales s'effrite. Ainsi, des spécialistes tel l'ancien chef économiste du FMI, Kenneth Rogoff, affirment : « Il faut cesser de considérer que nous sommes dans une récession ordinaire. Nous sommes dans ce que nous avons appelé une "grande contraction", comme il en arrive tous les soixante quinze ans ». Estimant que « la dette est le problème n°1, n°2 et n°3 », le « principal obstacle à la croissance », il estime qu'il faut « admettre que toute la dette accumulée ne sera jamais remboursée ». Pour lui, même s'il avoue avec humour qu'il s'agit là d'une « très vilaine suggestion » « pour aider à réduire la dette, il faudrait une inflation de 4 ou 6 % pendant plusieurs années ». Reste que présenter la dette comme le seul problème actuel et l'inflation comme seule solution face au risque de récession, c'est bien sûr évacuer l'urgence d'une réorientation fondamentale de la politique européenne, toute remise en cause des dogmes libéraux, parmi lesquels la contestation frontale de la légitimité de la dette publique.

La quasi-totalité de l'échiquier politique serait acquis à la continuité libérale, si la gauche d'alternative, et en particulier le Front de gauche et ses composantes, ne tentaient de faire entendre un tout autre son de cloche, de même que les « économistes atterrés » et quelques autres groupements d'idées (1). Ainsi, dans *Le Monde*, Jean-Luc Mélenchon s'oppose à la compression des dépenses publiques : il faut prendre « l'argent là où il est : on augmente les impôts des plus riches et des grandes sociétés. Premièrement, nous taxerons les revenus du capital comme le sont ceux du travail. Aujourd'hui, les revenus du travail sont imposés à 40 % contre 18 % pour ceux du capital. L'égalité de contribution de tous les revenus au bien commun est pour moi la piste centrale.

Le problème posé à la gauche d'alternative, dans un débat où elle n'était pas très à l'aise jusqu'à présent, sera d'articuler ses propositions économiques à une philosophie sociale et politique destinée à changer la société.

(...) La deuxième piste, c'est l'augmentation très forte des tranches supérieures de l'impôt. (...) Je propose donc la

création de quatorze tranches d'imposition (contre cinq aujourd'hui) et que la dernière tranche soit taxée à 100 %. Nous posons ainsi la règle qu'il y a une limite à l'accumulation » (2).

Le problème posé à la gauche d'alternative, dans un débat où elle n'était pas très à l'aise jusqu'à présent, sera d'articuler ses propositions économiques à une philosophie sociale et politique destinée à changer la société, comme l'explique Pierre Rosanvallon (3). Il lui faut trouver ses propres termes et expressions en rupture idéologique avec le libéralisme pour qu'un nouveau projet radicalement alternatif prenne vie.

● GILLES ALFONSI

Agences contre démocratie

Les trois principales agences de notation – Moody's, Standart & Poor's, Fich - ont défrayé la chronique tout l'été, la seconde ayant eu « l'audace » de dégrader la note d'appréciation de la dette des Etats-Unis. Ces sociétés privées, créées respectivement en 1909, 1941 et 1913, rassemblent des économistes pour produire des analyses sur les entreprises, les banques et institutions publiques (dont les Etats et les collectivités territoriales). Elles ont été gratifiées par le système médiatique d'une influence grandissante depuis quelques années, jouant le rôle de l'évaluateur scientifique on-ne-peut-plus-objectif des produits financiers. Certains mettent en cause des clubs « pas très sérieux, pas tout à fait indépendants, voire peu pertinents » (*Le Monde* des 21 et 22 août), leurs méthodologies étant opaques et les risques de conflits d'intérêts liés à leurs financeurs étant importants. La qualité de leur prévision interroge pour le moins : elles n'avaient pas su prévoir la crise financière de 2007, faute d'analyse des risques liés aux crédits hypothécaires « toxiques » (les fameuses subprimes), comme elles n'avaient pas su alerter lors de crises précédentes. De plus, certaines auraient surnoté des produits financiers (malgré les alertes formulées par leurs économistes), pour des raisons purement commerciales. Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, rappelle même qu'« elles ont allègrement noté AAA des produits toxiques ». On peut aussi, et surtout, mettre l'accent sur l'in vraisemblable pouvoir donné à ces « spécialistes ». Loin de se contenter de mener des travaux purement techniques (comme ils ne cessent de le prétendre), ils sont parmi les VRP de la domination idéologique et médiatique des libéraux. C'est moins la revendication de la suppression pure et simple des agences que la contestation radicale de leurs messages qui peut servir le combat pour une alternative antilibérale.

G.A.

(1) Lire les analyses sur les thèmes de ce dossier ici : <http://atterres.org/> ; <http://www.fondation-copernic.org/> ; <http://www.france.attaq.org/>

(2) Entretien dans *Le Monde* du 23 août 2011

(3) Entretien dans *Libération* du 27 et 28 août 2011.

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi,
Gilles Boitte, Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant

Vers un mouvement pour l'annulation de la dette

Dans son livre rigoureux et pédagogique, *Les dettes illégitimes*, François Chesnais démonte la construction de l'endettement public au service de la domination capitaliste et propose une approche globale pour un mouvement populaire sur le sujet.

L'auteur indique d'emblée que « la dénonciation de la dette est une question politique majeure » qui intéresse « celles et ceux qui combattent la régression sociale et l'injustice, pour une démocratie qui ne soit pas un simple paravent masquant la domination de l'oligarchie financière ». Le point commun des dettes latino-américaines et européennes est de « servir d'instrument destiné à accélérer la libéralisation et la dérèglementation ». Concernant l'Europe et les Etats-Unis, « la crise marque les limites d'un 'modèle' ou d'un 'mode de croissance' dans lequel la production et la vente de biens et de services ont été entretenues par un endettement élevé des entreprises et surtout des ménages ». Ces pays ont fortement réduit l'imposition des revenus du capital et des profits, autorisant de fait l'évasion fiscale et aboutissant à ce que les pays s'endettent lourdement. D'où vient la dette, demande François Chesnais, soulignant que « l'analyse des origines de la dette de la France aidera à cerner la notion de 'dette illégitime' et donc à poser la question de son annulation, non seulement d'un point de vue économique, mais comme question politique à fondement éthique » ? L'enjeu est majeur car une alternative économique, au sein de laquelle la taxation des profits et des hauts revenus est un élément important, nécessite que la dette, « composante importante du pouvoir du

capital » soit anéantie : « *Aucun changement significatif de la répartition en faveur du travail ne peut se faire sans toucher au service de la dette, donc à la dette elle-même* ».

« La crise marque les limites d'un "modèle" ou d'un "mode de croissance" dans lequel la production et la vente de biens et de services ont été entretenues par un endettement élevé des entreprises et surtout des ménages. »

Aujourd'hui, « les banques se sont détournées de leur fonction indispensable de crédit aux particuliers et aux entreprises pour s'engager dans des activités de spéculation financières nocives et dépourvues d'utilité sociale ». La question n'est pas de les détruire mais « de les saisir afin qu'elles puissent remplir les fonctions essentielles qui sont en principe les leurs ». Que faire de l'endettement public ? Souvent, les solutions envisagées sont de restructurer les dettes, c'est-à-dire de les rééchelonner dans le temps, en ajustant le service des intérêts de la dette à la capacité de paiement du pays. Pour certains

économistes, la restructuration peut aller jusqu'à l'annulation d'une partie de la dette due à certaines catégories de créanciers. Cependant, pour François Chesnais une restructuration massive comportant l'effacement d'une partie importante des dettes mérite de s'intituler clairement une « annulation », terme « plus clair et plus mobilisateur ». Au passage, l'auteur, radicalement opposé au pacte pour l'euro – dont l'objectif est, comme l'écrivent les « économistes atterrés » de « pérenniser la tutelle des intérêts financiers sur les politiques économiques des Etats européens » -, ne soutient pas la proposition d'une sortie de l'euro : « L'enjeu est d'aider à la convergence des luttes sociales et politiques des peuples soumis aujourd'hui à une Europe libérale vers un objectif de contrôle social démocratique commun de leurs moyens de production et d'échange, donc aussi de l'euro ». François Chesnais revient sur les évolutions successives du pouvoir de la finance au XX^e siècle, sur le rôle fondamental des banques et le tournant des années 80, à partir desquelles « le recours à l'emprunt sous forme d'émission de titres sur des marchés spécialisés est devenu un instrument majeur de financement budgétaire ». Peu à peu, « les opérations de placement financier ont commencé à prendre une place prépondérante dans l'activité des banques, qui se sont transformées en conglomerats financiers ». Et les ●●●

●●● politiques économiques successives ont consisté à ce que les salaires réels soient « contenus ou diminués, non pour permettre une extension ou une amélioration qualitative de la production (par exemple la réduction de l'intensité énergétique ou le respect des normes environnementales), mais pour grossir le capital de prêts ou plus tard distribuer des dividendes aux actionnaires ».

Au cours des années 90, un changement profond de modèle bancaire se réalise : jusqu'à présent « les banques qui émettaient du crédit, qui faisaient des prêts devaient les porter jusqu'à leur terme. Elles étaient donc obligées de bien s'informer sur la qualité des emprunteurs et leur solvabilité ». Désormais « la tritisation (1) a permis aux banques faisant des prêts de se débarrasser du risque y afférent en le transférant à d'autres banques ».

La croissance par endettement est un cul de sac dans la mesure où si « la production capitaliste est mue par une soif de profit qui n'a ni limite ni fin », « elle repose sur des rapports de propriété et d'organisation du travail dont la pente naturelle est de limiter sinon de réduire les salaires, comme de remplacer les salariés par des machines ». Aux Etats-Unis notamment, la « surproduction a pris la forme de logements vides, de condominiums abandonnés en cours de construction, de résidences secondaires et de bureaux invendus et d'un secteur du bâtiment tournant au ralenti ». L'Espagne et l'Irlande, qui ont singé la course à l'endettement des Etats-Unis et du Royaume-Uni, se sont précipitées dans la crise.

Comment les partisans de l'émancipation peuvent-ils intervenir ? En mettant en question la légitimité des dettes, donc en interrogeant la nature économique des sommes prêtées. En commençant par exiger un audit de la dette. L'auteur reprend la notion de « dette odieuse », formulée par Alexandre Sack, un économiste du début du XX^e siècle : elle désigne une dette « contractée par un régime despotique (nous dirions aujourd'hui "dictature" ou "régime autoritaire") pour des objectifs étrangers aux intérêts de la Nation, aux intérêts des citoyens ». Et d'évoquer la situation grecque :

à l'origine de la dette actuelle de la Grèce, les dettes contractées par la dictature militaire dites des colonels. François Chesnais évoque le truquage des chiffres par le pouvoir, afin de cacher l'ampleur des phénomènes de corruptions et de « sauvegarder l'image économique de la Grèce » auprès de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne et des investisseurs. Les dépenses publiques ont ensuite été grevées par la tenue des Jeux olympiques de 2004 et par les achats d'armes (en particulier à la France). Au total, « la combinaison entre l'endettement externe contracté à l'égard des banques et des fonds de placement originaires des mêmes pays que les entreprises qui vendent des armes relève d'une forme de subordination économique et politique caractéristique de l'impérialisme ».

« Une campagne populaire menée par des comités pour le moratoire immédiat et l'audit de la dette préparerait le mouvement social aux nouveaux épisodes de la crise financière. »

Plus largement, dans les pays de l'Union, l'illégitimité de la dette peut avoir trois origines : des cadeaux faits au capital ; un niveau bas de fiscalité directe et une très faible progressivité ; une évasion fiscale importante. François Chesnais évoque le cas français, où le service des intérêts de la dette est devenu la seconde dépense de l'Etat, après l'Education nationale. En France, « le fait que l'endettement public a sa source principale dans le bas niveau et la faible progressivité de la fiscalité directe, ainsi que dans l'évasion fiscale, a été confirmé par deux rapports préparés par la haute fonction publique datant de fin mai et juin » 2011. Dans le rapport de l'INSEE est indiqué : « Depuis 1999, l'ensemble des mesures nouvelles prises en matière de prélèvements obligatoires ont ainsi réduit les recettes

publiques de près de trois points de PIB. (...) En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est ».

Au-delà de la revendication d'un audit sur l'endettement, l'auteur évoque l'exigence d'un moratoire sur le paiement de la dette, le temps de déterminer quels sont les créanciers qui peuvent être légitimement payés et quels sont ceux qui ne le seront pas. Reste que, plus au fond, la proposition séduisante de « saisir les banques » mériterait d'être approfondie : quelle appropriation sociale – qui ne soit pas une étatisation à l'ancienne – et quelle reconfiguration des fonctions des banques, pour contribuer à une transformation de la politique économique et sociale ? Certes, « Une campagne populaire menée par des comités pour le moratoire immédiat et l'audit de la dette préparerait le mouvement social aux nouveaux épisodes de la crise financière ». Elle pourrait d'ailleurs avoir d'emblée une dimension internationale, en intégrant l'exigence de l'annulation de la dette des pays du Sud détenues par les banques et les fonds de placements européens. Mais, stimulé par ce livre dense, théorique et concret, on reste encore sur sa faim concernant le dépassement du système bancaire actuel. Pour concevoir tout autrement la fonction bancaire originelle (fournir des masses de crédits pour investir), peut-on éviter de mettre en cause l'appropriation privative des fruits du travail humain ?

● GILLES ALFONSI

Les dettes illégitimes, quand les banques font main basse sur les politiques publiques, François Chesnais, Raisons d'agir, juin 2011.



(1) La titrisation est « l'opération consistant à vendre sur un marché secondaire des titres émis sur un marché primaire ou à transformer des crédits bancaires, notamment des prêts hypothécaires, en titres négociables sur des marchés » (F. Chesnais).

L'air du temps change...

Pierre Rosanvallon publie au Seuil un livre sur *La société des égaux*. Le peuple politique explique-t-il, « fait de moins en moins socialement corps ». Pourquoi ? Parce les trente dernières années ont opéré « un grand retournement », à deux facettes : l'État-providence a reculé pour laisser libre cours à la concurrence ; l'individualisme universaliste des Lumières a laissé la place à un « individualisme de la singularité » fondé sur la mise en scène de soi-même. Résultat : la grande spirale des inégalités s'est remise en marche. Pour retisser le lien social démocratique, pas d'autre voie que de repenser l'égalité ; et, pour ce faire, aucun projet politique ne peut se contenter d'agir à la marge. Il ne suffit pas de changer de régime, il faut changer de société.

Que Pierre Rosanvallon écrive ce livre n'a rien d'anodin. Ce remarquable historien des idées vient de la « seconde gauche ». Il fut, dans les années 1970, à l'instar de Jacques Julliard, un militant et un théoricien de la CFDT et donc de l'autogestion. Puis vient le temps d'une curieuse contre-révolution copernicienne... En 1982, il fonde avec François Furet, Roger Fauroux et Alain Minc la Fondation Saint-Simon, qui vise à raccorder le rocardisme et le centre droit. En 1988, il publie avec Jacques Julliard et François Furet un essai remarqué, *La République du centre*, où il annonce avec ses compagnons de plume que le cycle des révolutions est définitivement refermé. En 2002, il crée la République des idées, un « atelier intellectuel » qui dénonce « l'archéolibéralisme » et « l'idéologie radicale-nostalgique ».

Son nouveau gauchissement intellectuel peut ainsi être pris comme un signe que quelque chose est en train de se produire, qui peut conduire à un changement substantiel dans l'air du temps. Le Rosanvallon des années 1980-1990 était représentatif de ce que François Cusset désignait en 2006 comme « le grand cauchemar des années 1980 » (1) : le triomphe écrasant du néolibéralisme et de « la fin de l'histoire ». À sa manière, le Rosanvallon de 2011 illustre au contraire le retour sur le devant de la scène des « nouvelles

pensées critiques » que décrivait récemment le sociologue Ramzig Keucheyan (2).

Les pensées critiques étaient naguère délégitimées de façon absolue ; les voilà en train de reconquérir un espace non négligeable de dignité. L'hégémonie n'a pas changé de camp, mais le temps n'est plus où l'anticapitalisme se voyait intimer le silence. C'est une bonne nouvelle. Toutefois, pour que le début d'inflexion se confirme, pour que le regain acquière force d'impulsion, il ne faut pas se cacher les responsabilités qui incombent aux militants de la critique sociale.

L'exigence porte désormais sur trois registres. Tout d'abord, il y a « des » pensées critiques et pas « une » pensée critique. Cette pluralité est une chance, si et seulement si elle s'accompagne d'un travail concerté pour faire de la diversité un réservoir de commun, si et seulement si la polyphonie s'accompagne d'un langage, de repères, de signes capables de faire sens commun (je dis bien sens commun, pas doctrine commune, a fortiori pas catéchisme commun...). Ensuite, ce renouveau est une force s'il ne se contente pas d'être un « retour à... ». La critique n'a pas à vouloir retourner à la case départ ; elle se doit d'être à la fois continuité et novation. N'ayons pas peur des mots : elle doit aspirer à la refondation, qui n'est ni le reniement ni la répétition. En troisième lieu, pour que cette novation advienne, il faut qu'il y ait des lieux politico-intellectuels où elle puisse précipiter ; des lieux où chercheurs, intellectuels de tous types et militants apprennent ensemble, à égalité de légitimité, à forger le vocabulaire moderne de la révolution.

● ROGER MARTELLI

(1) François Cusset, *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, La Découverte, 2006.

(2) Ramzig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Zones, 2010.

Le doigt dans le clafoutis

Vous avez dit révolution ?

Si un jour vous passez vers Jumièges, bourgade normande et presque île enchâssée dans une boucle de la Seine, allez visiter son abbaye bénédictine, devenue « plus belle ruine de France » selon des auteurs fameux du XIX^e siècle. Comme l'Acropole, elle n'a jamais été aussi belle que depuis que c'est une ruine. À son apogée, 350 moines vivaient là suivant la règle d'or de Saint-Benoît : travail, chasteté (hum !), prière et tout le tralala. Pour la visite guidée, attendez dans le parc près du porche du XIV^e siècle. Retrouvez le groupe, parmi lesquels cinq retraités en goguette, trois sosies de Bernadette Chirac et sac à main, deux Parisiennes à grandes lunettes de soleil, un JMJiste de retour de Madrid ainsi que la jeune guide sympa. « L'abbaye offre une intéressante leçon d'architecture et d'histoire ». Bien, bien. « Les ducs de Normandie ont contribué à la prospérité économique de l'abbaye et de la région ». Bon. « Le cœur d'Agnès Sorel, favorite du roi

Charles VII, a été enterré dans l'une des chapelles. » Agnès Sorel ! Damned ! (*Emotion.*) « Plusieurs réformes ont marqué ce lieu. » Tiens... « À la révolution, l'abbaye, devenue Bien national, a été vendue, transformée en carrière de pierres, et démolie à l'explosif. » (*Frémissements.*) Quelle horreur ! Allons bon ! Révolution synonyme de destruction... Je creuse l'affaire : l'abbaye est devenue Bien national à la Révolution. En 1789, elle ne comptait plus que 17 moineillons, laissés dans ces lieux publics à leur retraite paisible par les révolutionnaires. En 1795 : réaction thermidorienne. Le Bien national est privatisé, refilé à un industriel marchand de pierres sans vergogne, qui s'enrichit en ruinant l'admirable édifice. Entre 1801 et 1825. Sous le 1^{er} Empire donc...

● PHILIPPE STIERLIN

L'image de la semaine

**Bonne
rentrée
sous
surveillance !**





Léo Figuères

J'ai côtoyé Léo Figuères au cours de ces vingt dernières années. Il fut un camarade proche, un ami fidèle de notre maison d'édition et l'un de ses principaux auteurs. L'ancien typographe savait la valeur de la lecture, de l'étude et l'importance de la « bataille du livre ».

Léo Figuères fut de tous les combats des communistes et des progressistes au cours du siècle écoulé. Il n'avait pas l'habitude de se vanter ni de citer ses états de service, mais le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il eut une vie de militant bien remplie.

Tout jeune, il participa à l'un des premiers congrès internationaux de la Jeunesse, à New-York. C'est lui qui prit la parole, au nom des organisations du Front populaire le 14 juillet 1935. Pendant la guerre, il a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de la Résistance par les jeunes communistes, en zone sud. Après guerre, il s'engagea dans les luttes anticoloniales, rencontra Ho Chi Minh et fut jeté en prison pour avoir dénoncé la guerre d'Indochine. Il fut aussi membre du secrétariat du PCF, aux côtés de Maurice Thorez. Puis, pendant plusieurs décennies, maire de Malakoff.

Ces dernières années, il employa l'énergie exceptionnelle qui était toujours la sienne à travailler sur l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire, à travers huit ouvrages publiés au Temps des Cerises dont *La Révolution en débat*, *L'Histoire des communistes français*, et récemment *Capitalisme, Socialisme(s), communisme*. Au moment où beaucoup jetaient l'enfant avec l'eau du bain, il s'est livré à un examen nuancé et le plus objectif possible de la Révolution d'Octobre, des avancées et des contradictions de l'expérience soviétique et du mouvement communiste en général. Il l'a fait avec une connaissance historique, un souci de la recherche, une expérience politique et une

honnêteté remarquables, ne reculant pas quand nécessaire devant l'autocritique, mais sans jamais céder à l'autodénigrement.

Lors d'une des dernières conversations que j'ai eue avec lui, au début de l'été, il m'exprimait son attachement à l'union et au rassemblement dans le combat anticapitaliste. Il en était venu à la conclusion que l'histoire du communisme n'était pas séparable des révolutions du XX^e siècle et que le mouvement pour l'émancipation humaine devrait se poursuivre en trouvant les formes adaptées pour aujourd'hui. Lors de cette ultime rencontre, il m'a confié le manuscrit d'un nouveau livre dans lequel il revenait sur Trotski, les trotskysmes, les jugements qu'il avait pu émettre dans le passé et dans lequel il s'exprime sur les apports et les limites de ce courant du marxisme.

Bien qu'il n'exerçait plus de responsabilités depuis pas mal d'années, Léo était resté un dirigeant d'une autorité réelle, nourri par la pratique, la lucidité et la fidélité ; quelqu'un qui savait écouter et se faire écouter, un homme droit et d'une indéfectible jeunesse de cœur, fraternel et généreux. Il nous manquera au plan humain et pour son apport aux débats politiques d'aujourd'hui.

● FRANCIS COMBES

Léo Figuères s'est éteint le 1^{er} août, à l'âge de quatre-vingt-treize ans. Il a publié huit ouvrages dans notre maison d'édition, *Le Temps des Cerises*, que vous pouvez découvrir [en cliquant ici](#).



Serge Tarassioux

Tous les amis et adhérents de la FASE s'associent avec émotion aux hommages rendus à Serge Tarassioux à l'occasion de sa terrible disparition.

Serge était l'un de nos très proches avec qui nous oeuvrions au sein des «collectifs unitaires» du Sud-Ouest lyonnais. Il avait été étudiant avec Clémentine Autain et nous partagions le même idéal de justice et de démocratie. C'était un homme qui savait écouter, et entendre ses interlocuteurs politiques, sans ostracisme et sans oeillères. C'était un homme de rassemblement qui défendait par conviction le monde du travail, tout en étant attentif en tant qu'élu aux plus banales demandes de ces concitoyens dès lors que celles-ci pouvaient améliorer leur vie quotidienne. Nous nous apprêtions à mener une bataille prometteuse derrière son nom aux élections législatives de 2012. Sa disparition est un coup très douloureux pour les habitants de Pierre-Bénite et de nos communes du Sud-Ouest lyonnais où son aura commençait à traduire l'espoir et l'exigence de renouveau et de changements profonds dans la pratique politique de notre pays.

Ainsi, au nom de la FASE, j'adresse mes plus sincères condoléances à son fils, sa famille, ses amis et camarades, avec qui nous continuerons la lutte, en partie pour sa mémoire.

● PATRICE BONAZZI

Agir pour la libération de Salah Hamouri



**en prison* en Israël
depuis le 13 mars 2005**

(* dernière photo transmise par [le comité de soutien](#))

